



**Déclassifié (\*)**

AS/Soc (2011) PV 07 add  
9 novembre 2011  
Fsocpv07add\_2011

**Commission des questions sociales, de la santé et de la famille**

***Procès-verbal***

**de la quatrième réunion des parlementaires de référence  
contre la violence sexuelle à l'égard des enfants  
tenue à Strasbourg le mercredi 5 octobre 2011, de 14h à 15h  
sur le thème de la lutte contre « le tourisme sexuel impliquant des  
enfants »**

Avant d'ouvrir officiellement la réunion du réseau des parlementaires de référence, **Mme Maury Pasquier, Présidente de la commission des questions sociales, de la santé et de la famille**, propose de traiter un point de la commission qui doit être décidé dans la semaine : la commission désigne M. Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC) rapporteur pour le rapport à venir sur le « tourisme sexuel impliquant des enfants ».

**La Présidente** souhaite la bienvenue à tous les participants de la réunion du réseau, notamment à Mme Maalla M'jid, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et à Mme de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe.

**La Présidente** informe les participants que le Luxembourg et la Croatie ont ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote) en septembre 2011, ce qui porte à 15 le nombre d'États membres à avoir ratifié cet instrument.

La campagne parlementaire a atteint son rythme de croisière et compte désormais 40 parlementaires de référence. Elle accueille les deux nouveaux parlementaires de référence, l'un pour la Finlande, l'autre pour la France, et informe que la newsletter sur la partie de session d'octobre a été publiée en anglais et en français et que des pin's ont été créés spécialement pour la campagne.

Elle met en lumière les activités nationales réalisées récemment au Mexique, ainsi que la participation active de Mme Sosa Govea, qui a organisé quatre forums régionaux entre juillet et octobre 2011 sur le thème de la lutte contre la violence sexuelle à l'égard d'enfants. De plus, un forum national se tiendra au Sénat mexicain le 4 novembre 2011. Mme Sosa Govea présentera ces activités à la 5<sup>ème</sup> réunion du réseau, qui aura lieu à Florence le 17 novembre 2011.

**La Présidente** évoque également la participation de M. Baghdasaryan à la réunion de la commission des questions d'actualité du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe tenue le 29 juin 2011. Au cours de cette réunion, M. Baghdasaryan a présenté le rôle des parlementaires et la campagne, puis invité le Congrès à prendre part à cette dernière.

Elle invite ses collègues à s'inspirer de ces exemples positifs et à informer le Secrétariat du lancement de la campagne dans leurs pays respectifs.

\* Déclassifié par la commission le 18 novembre 2011.

Elle ouvre le débat sur la question de la lutte contre le « tourisme sexuel impliquant des enfants » et souhaite à nouveau la bienvenue à Mme Maalla M'jid, en mettant l'accent sur son expérience de Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le sujet.

**Mme Maalla M'jid**, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, commence sa présentation en donnant la définition suivante du « tourisme sexuel impliquant des enfants » : « exploitation d'enfants à des fins sexuelles par des individus qui voyagent d'un endroit à un autre et qui y ont des rapports sexuels avec des enfants âgés de moins de 18 ans ». Ces « touristes sexuels » peuvent être des ressortissants nationaux ou non nationaux, outre que tous les niveaux de l'industrie du tourisme peuvent être en cause dans le « tourisme sexuel impliquant des enfants » (agences de voyage, transports, hébergement, etc.).

Le « tourisme sexuel impliquant des enfants » est un phénomène en expansion, qui a connu une évolution rapide. Elle insiste sur le fait que cette forme de tourisme ne se cantonne plus aux destinations habituelles que sont le Brésil, le Mexique, l'Inde et la Thaïlande, mais sévit partout dans le monde, notamment en Europe. Les « touristes sexuels » viennent habituellement de pays industrialisés.

Elle énumère les divers facteurs connexes du tourisme sexuel impliquant des enfants : la pauvreté et la vulnérabilité des enfants, les faiblesses de la législation nationale, le rôle de l'industrie du tourisme, les effets de la société de consommation sur les enfants, la crainte du VIH/sida chez les délinquants sexuels. Les enfants à risque sont issus le plus souvent de milieux pauvres, vivent et /ou travaillent dans la rue, sont issus de communautés ethniques, sont victimes de traite ou de vente, ou sont influencés par le matérialisme. Elle met ensuite l'accent sur les liens entre les différentes formes d'exploitation sexuelle : pédopornographie, prostitution infantine, tourisme sexuel impliquant des enfants et traite d'enfants à des fins sexuelles.

Les individus qui se livrent à ce type d'agissements correspondent généralement à deux profils : les touristes sexuels dits « occasionnels » et les touristes sexuels dits « préférentiels ». Les premiers justifient leurs actes et se déculpabilisent en affirmant, par exemple, qu'ils aident les enfants en les payant ou qu'ils se livrent à cette pratique parce qu'elle est répandue dans les lieux qu'ils visitent. Les seconds se rendent volontairement dans des lieux où le tourisme sexuel impliquant des enfants est une pratique courante, dans l'intention d'abuser d'enfants. Les touristes sexuels, occasionnels tout comme préférentiels, sont soit en contact indirect (par l'intermédiaire de chauffeurs de taxi, de serveurs, de propriétaires de maisons, etc.) soit en contact direct (rue, plage, etc.) avec les enfants.

Pour lutter efficacement contre le tourisme sexuel, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies énumère 5 grandes solutions. La première consiste à créer et à mettre en place un cadre législatif qui érige en infraction le tourisme sexuel impliquant des enfants et protège ces derniers. Mme Maalla M'jid fait campagne en faveur de la ratification d'instruments internationaux et régionaux (Conventions du Conseil de l'Europe, notamment Convention de Lanzarote, et de l'OIT). Elle souligne l'importance de mettre la législation nationale en adéquation avec les instruments ratifiés pour qu'elle contienne des dispositions sur la prévention de cette forme de tourisme, la protection des enfants, la poursuite en justice des contrevenants et l'application du principe d'extraterritorialité. La deuxième solution consiste en la promotion d'un tourisme à la fois durable et éthique, associant l'industrie du tourisme. La troisième solution concerne l'adoption du Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages. Ce Code a remporté un franc succès, puisqu'il a été adopté par 900 sociétés dans 34 pays. De nouveaux progrès demeurent toutefois nécessaires, en particulier dans les pays en développement. La quatrième solution consiste, par exemple, à mener des campagnes de longue durée aux fins de prévention, de sensibilisation et d'information auprès des enfants, des familles, des élèves et des professionnels du tourisme. Pour finir, la Rapporteuse appelle à la coopération internationale dans les domaines policier et judiciaire. Elle évoque par exemple la mise en place d'un système d'alerte international pour avertir de l'entrée d'un délinquant connu ou suspecté sur le territoire d'un pays.

*[La présentation PowerPoint de Mme Maalla M'jid est disponible sur extranet et auprès du Secrétariat de la commission des questions sociales, de la santé et de la famille].*

**La Présidente** remercie Mme Maalla M'jid pour son exposé détaillé. Elle partage l'avis que le tourisme sexuel impliquant des enfants constitue une infraction grave qu'il faut combattre au moyen de la coopération internationale.

**M. Omtzigt**, rapporteur pour le rapport à venir sur le « tourisme sexuel impliquant des enfants », remercie également la Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour son exposé clair et complet, et convient qu'il est urgent de coopérer avec le secteur privé dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Il

donne aussi une présentation préliminaire de son rapport, qui sera axé sur les failles dans la législation nationale et internationale. Par exemple, il explique que les dispositions relatives à internet ne sont pas suffisamment claires.

**Mme Rupprecht** (Allemagne, SOC) attire l'attention sur le fait qu'il n'est pas simple de mettre fin au problème du tourisme sexuel impliquant des enfants. Elle explique que, même si des mesures pertinentes sont adoptées au niveau fédéral en Allemagne (comme le Plan d'action de 2003), des progrès demeurent nécessaires. La réticence de l'industrie du tourisme et des transports à œuvrer en ce sens, par crainte de donner une image négative du tourisme, constitue un obstacle majeur à la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Autre obstacle : l'insuffisance de coopération internationale. Par exemple, les ambassades, consulats ou représentations de l'Allemagne à l'étranger ont conscience du problème que représente le tourisme sexuel impliquant des enfants, sachant qu'en Allemagne, ce type de crime commis à l'étranger peut être poursuivi en justice. Or, dans la pratique, il est difficile d'intenter des poursuites en raison du manque de coopération internationale entre les forces de police nationales concernées. Enfin, selon elle, il faut intensifier les efforts de prévention et d'information, en particulier dans les pays d'origine des touristes sexuels.

**Mme Roseira** remercie Mme Maalla M'jid, notamment pour les informations sur le Code de conduite, et soulève la question de l'influence de la société de consommation sur les enfants. Elle demande s'il existe un programme pour protéger les enfants et leur donner les moyens d'agir, et pour renforcer leur capacité à résister à une telle influence.

**M. Connarty** (Royaume-Uni, SOC) s'interroge sur la direction que prend la campagne UN sur CINQ du Conseil de l'Europe et sur la meilleure façon de coordonner les efforts nationaux. Il demande à Mme Maalla M'jid ce que les Nations Unies attendent d'eux exactement pour combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Par ailleurs, il souligne le problème que pose l'extraterritorialité, les gouvernements étant souvent intimidés par la perspective d'appliquer leurs lois hors de l'État.

En réponse aux parlementaires, **Mme Maalla M'jid** rappelle qu'il est urgent de combler toutes les failles, dont profitent les délinquants sexuels, et de mettre en place un cadre juridique transnational complet. Les Nations Unies doivent se battre pour la mise en œuvre dans les États membres du vaste cadre juridique qu'elles ont élaboré. En particulier, l'âge de la majorité sexuelle ne doit pas être pris en compte. D'après les instruments internationaux, le terme « enfant » désigne toute personne de moins de 18 ans. Il est essentiel d'informer les enfants de leurs droits, pour leur donner les moyens d'agir et pour les sensibiliser au problème.

Elle insiste une nouvelle fois sur le problème que soulèvent la non-application par bon nombre d'États du principe d'extraterritorialité et l'insuffisance de coopération internationale. Elle rappelle l'importance de l'implication de l'industrie du tourisme, qui doit promouvoir une image positive d'un tourisme à la fois éthique et durable. Son mandat de Rapporteuse spéciale des Nations Unies lui permet de se rendre dans différents pays, d'évaluer la situation au regard des droits de l'enfant, de suivre la mise en œuvre des normes juridiques internationales et de faire des recommandations. Pour combattre efficacement le tourisme sexuel impliquant des enfants, elle insiste également sur le rôle-clé que jouent les parlementaires et encourage vivement ces derniers à intervenir en faveur de l'adoption de mesures pertinentes.

**Mme de Boer-Buquicchio**, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, salue Mme Maalla M'jid pour ses travaux et fait le point sur la campagne UN sur CINQ.

Elle revient sur le triple objectif que poursuit la campagne : prévention, protection et poursuite en justice. La campagne a pour mission centrale de sensibiliser les enfants et les parents aux risques de violence sexuelle et à la meilleure façon de se sortir de situations dangereuses. Pour promouvoir la campagne, elle insiste sur la nécessité d'y associer des célébrités (à l'instar, récemment, de Michel Platini). Elle attire également l'attention sur les diverses actions menées au niveau national et remercie en particulier les autorités croates, qui accueilleront prochainement la conférence sur la Convention de Lanzarote.

**Mme Maud de Boer-Buquicchio** rappelle aux personnes présentes que la campagne dépend fortement des contributions volontaires et que le Conseil de l'Europe recherche activement des fonds supplémentaires. Elle souligne la nécessité de nouvelles ratifications de la Convention de Lanzarote. S'agissant également de la Convention, elle accueille favorablement la participation de Mme Rupprecht à la première réunion du Comité des Parties en septembre 2011.

Elle met en avant la coopération fructueuse avec les Nations Unies dans le domaine de la protection des enfants. A ce titre, elle cite la coopération entre elle-même et Mme Santos Pais. De plus, la Secrétaire

Générale adjointe insiste sur la coopération avec le secteur privé. Des négociations sont en cours avec une grande compagnie aérienne pour qu'il soit fait mention de la campagne dans les magazines disponibles à bord des avions.

Enfin, elle félicite les parlementaires de référence pour leurs travaux et pour leur engagement dans la campagne UN sur CINQ et rappelle l'importance du partage de l'expérience et des bonnes pratiques.

**M. Schennach** (Autriche, SOC) ajoute que la campagne est essentielle. Il souligne la nécessité d'agir dans les pays d'origine des délinquants sexuels et d'investir dans des campagnes de sensibilisation et d'information. Il faut prendre des mesures concrètes pour lutter contre la violence sexuelle dans son ensemble.

**Mme Maury Pasquier** conclut la réunion du réseau par l'annonce de la prochaine réunion des parlementaires de référence, qui se tiendra à Florence le 17 novembre 2011. Toute bonne pratique appliquée à l'échelon national doit être portée à la connaissance du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire.

## List of presence/Liste de présence

The names of the members and alternates present at the meeting appear in bold  
 Les noms des membres et de leurs suppléants présents à la réunion sont indiqués en gras

<b>Chairperson/ Présidente :</b>		
<b>Mme Liliane MAURY PASQUIER</b>	Switzerland / Suisse	M. Arthur LOEPFE
<b>Vice-Chairpersons/ Vice-Président(e)s</b>		
Ms Pernille FRAHM	Denmark / Danemark	Ms Pia CHRISTMAS-MØLLER
<b>M. Bernard MARQUET</b>	Monaco	<b>Mme Nicole MANZONE-SAQUET</b>
<b>Mr Pieter OMTZIGT</b>	Netherlands / Pays-Bas	ZZ...
<b>Members / Membres</b>		<b>Alternates / Remplaçants</b>
Mme Lajla PERNASKA	Albania / Albanie	ZZ ...
<b>Ms Sílvia Eloísa BONET PEROT</b>	Andorra / Andorre	M. Gerard BARCIA DUEDRA
Mr Armen MELIKYAN	Armenia / Arménie	<b>Mr Gagik BAGHDASARYAN</b>
<b>Mr Karl DONABAUER</b>	Austria / Autriche	Mr Edgar MAYER
<b>Mr Stefan SCHENNACH</b>	Austria / Autriche	Ms Sonja ABLINGER
<b>Ms Sevinj FATALIYEVA</b>	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Ms Ganira PASHAYEVA
<b>Mr Fazil MUSTAFA</b>	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Mr Aydin ABBASOV
Mme Cindy FRANSSSEN	Belgium / Belgique	M. Philippe MAHOUX
<b>M. Stefaan VERCAMER</b>	Belgium / Belgique	M. Dirk Van der MAELEN
Mme Milica MARKOVIĆ	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine	<b>Ms Borjana KRIŠTO</b>
Mr Desislav CHUKOLOV	Bulgaria / Bulgarie	ZZ...
Ms Dzhema GROZDANOVA	Bulgaria / Bulgarie	Mr Yanaki STOILOV
Ms Karmela CAPARIN	Croatia / Croatie	Mr Mirando MRSIĆ
M. Fidias SARIKAS	Cyprus / Chypre	<b>Ms Athina KYRIAKIDOU</b>
Mme Daniela FILIPIOVÁ	Czech Republic / République tchèque	Mr Rom KOSTŘICA
Ms Kateřina KONEČNÁ	Czech Republic / République tchèque	Mr Pavel LEBEDA
<b>Mr Margus HANSON</b>	Estonia / Estonie	ZZ...
<b>Ms Pirkko MATTILA</b>	Finland / Finlande	Ms Anne-Mari VIROLAINEN
M. Roland BLUM	France	M. Laurent BÉTEILLE
Mme Marie-Jo ZIMMERMANN	France	Mme Muriel MARLAND-MILITELLO
M. Denis JACQUAT	France	Mme Françoise HOSTALIER
Mme Marietta KARAMANLI	France	M. Jean-Paul LECOQ
Ms Magdalena ANIKASHVILI	Georgia / Géorgie	Mr Rati SAMKURASHVILI
Ms Viola von CRAMON-TAUBADEL	Germany / Allemagne	Mr Manuel SARRAZIN
Mr Andrej HUNKO	Germany / Allemagne	Mr Thomas NORD
<b>Ms Marlene RUPPRECHT</b>	Germany / Allemagne	Ms Doris BARNETT
Mr Bernd SIEBERT	Germany / Allemagne	Ms Gitta CONNEMANN
Mr Konstantinos AIVALIOTIS	Greece / Grèce	Ms Charoula KEFALIDOU
<b>Mr Michail KATRINIS</b>	Greece / Grèce	<b>Ms Sophia GIANNAKA</b>
Mr Péter HOPPÁL	Hungary / Hongrie	Mrs Melinda SZÉKYNÉ SZTRÉMI
Ms Virág KAUFER	Hungary / Hongrie	Mr Gábor HARANGOZÓ
Mr Birkir Jón JÓNSSON	Iceland / Islande	Ms Eygló HARÐARDÓTTIR
<b>Ms Deirdre CLUNE</b>	Ireland / Irlande	Mr Terence FLANAGAN
Mr Mario BARBI	Italy / Italie	Mr Paolo GIARETTA
Mr Roberto Mario Sergio COMMERCIO	Italy / Italie	M. Giacomo STUCCHI

Mr Oreste TOFANI	Italy / <i>Italie</i>	Mr Giuseppe CIARRAPICO
Mr Luca VOLONTÈ	Italy / <i>Italie</i>	Mr Vannino CHITI
<b>Ms Ingrida CIRCENE</b>	Latvia / <i>Lettonie</i>	M. Andris BĒRZIŅŠ
Ms Doris FROMMELT	Liechtenstein	Mr Leander SCHÄDLER
Ms Arūnė STIRBLYTĖ	Lithuania / <i>Lituanie</i>	Ms Birutė VĖSAITĖ
M. Marc SPAUTZ	Luxembourg	M. Félix BRAZ
<b>Mr Francis AGIUS</b>	Malta / <i>Malte</i>	Ms Marie-Louise COLEIRO PRECA
Ms Liliana PALIHOVICI	Moldova	<b>Mr Valeriu GHILETCHI</b>
Mr Obrad GOJKOVIĆ	Montenegro/ <i>Monténégro</i>	Ms Snežana JONICA
Ms Khadija ARIB	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Ms Tineke STRIK
<b>Ms Karin ANDERSEN</b>	Norway / <i>Norvège</i>	Ms Ingjerd SCHOU
Ms Bożenna BUKIEWICZ	Poland / <i>Pologne</i>	M. Zbigniew GIRZYŃSKI
Mr Mariusz KAMIŃSKI	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Maciej ORZECHOWSKI
Ms Anna SOBECKA	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Ryszard BENDER
ZZ...	Portugal	ZZ ...
ZZ...	Portugal	ZZ...
Mr Cristian DAVID	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Ana Adriana SĂFTOIU
M. Cezar Florin PREDA	Romania / <i>Roumanie</i>	M. Iosif Veniamin BLAGA
Mr Mihai TUDOSE	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr Florin IORDACHE
Mr Igor CHERNYSHENKO	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>	Mr Valery PARFENOV
Mr Oleg LEBEDEV	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>	Mr Nikolay FEDOROV
Mr Valery SELEZNEV	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>	Ms Svetlana GORYACHEVA
<b>Mr Vladimir ZHIDKIKH</b>	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>	Ms Tatiana VOLOZHINSKAYA
Mme Nadia OTTAVIANI	San Marino / <i>Saint-Marin</i>	Ms Assunta MELONI
Mr Miloš ALIGRUDIĆ	Serbia / <i>Serbie</i>	Ms Nataša VUČKOVIĆ
Ms Vjerica RADETA	Serbia / <i>Serbie</i>	Mr Mladen GRUJIĆ
Mr Stanislav FOŘT	Slovak Republic / <i>République slovaque</i>	Mr Štefan ZELNÍK
Mr Ljubo GERMIČ	Slovenia / <i>Slovénie</i>	ZZ...
Ms Meritxell BATET LAMAÑA	Spain / <i>Espagne</i>	Mr Jordi XUCLÀ I COSTA
Mme Rosa Delia BLANCO TERÁN	Spain / <i>Espagne</i>	Mrs Concepción GUTIÉRREZ DEL CASTILLO
Mr Agustín CONDE BAJÉN	Spain / <i>Espagne</i>	Mme Blanca FERNÁNDEZ-CAPEL BAÑOS
<b>Ms Carina OHLSSON</b>	Sweden / <i>Suède</i>	Mr Morgan JOHANSSON
<b>Mr Mikael OSCARSSON</b>	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Marietta de POURBAIX- LUNDIN
M. Felix MÜRI	Switzerland / <i>Suisse</i>	Ms Doris STUMP
Ms Sonja MIRAKOVSKA	« The former Yugoslav Republic of Macedonia »	Mr Aleksandar SPASENOVSKI
Mme Tülin Erkal KARA	Turkey / <i>Turquie</i>	Mr Ahmet Kutalmış TÜRKES
Mr Haluk KOÇ	Turkey / <i>Turquie</i>	Mme Gülsün BILGEHAN
ZZ...	Turkey / <i>Turquie</i>	ZZ...
Ms Olena BONDARENKO	Ukraine	Mr Yevgeniy SUSLOV
Ms Olha HERASYM'YUK	Ukraine	Ms Oksana BILOZIR
Mr Victor YANUKOVYCH	Ukraine	<b>M. Ivan POPESCU</b>
Ms Ann COFFEY	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	<b>Baroness Diana ECCLES</b>
<b>Mr Jeffrey DONALDSON</b>	United Kingdom /	<b>Mr Michael CONNARTY</b>

	Royaume-Uni	
<b>Mr Paul FLYNN</b>	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Michael HANCOCK
<b>Lord Tim BOSWELL</b>	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Yasmin QURESHI

### **Contact Parliamentarians / *Parlementaires de référence***

<b>Name</b>	<b>Country</b>
Arenca Trashani	Albania / <i>Albanie</i>
<b>Silvia Eloïsa Bonet Perot</b>	Andorra / <i>Andorre</i>
<b>Gisela Wurm</b>	Austria / <i>Autriche</i>
<b>Sevinj Fataliyeva</b>	Azerbaijan / <i>Azerbaïdjan</i>
Cindy Franssen	Belgium / <i>Belgique</i>
Dirk Van der Maelen	Belgium / <i>Belgique</i>
Desislav Chukolov	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>
Karmela Caparin	Croatia / <i>Croatie</i>
<b>Athina Kyriakidou</b>	Cyprus / <i>Chypre</i>
Daniela Filipiová	Czech Republic / <i>République tchèque</i>
Mogens Jensen	Denmark / <i>Danemark</i>
<b>Pirkko Mattila</b>	Finland / <i>Finlande</i>
Roland Blum	France
Chiora Taktakishvili	Georgia / <i>Géorgie</i>
<b>Marlene Rupprecht</b>	Germany / <i>Allemagne</i>
<b>Michail Katrinis</b>	Greece / <i>Grèce</i>
Mörður Árnason	Iceland / <i>Islande</i>
Fiamma Nirenstein	Italy / <i>Italie</i>
Arūnė Stirblytė	Lithuania / <i>Lituanie</i>
Marc Spautz	Luxembourg
<b>Francis Agius</b>	Malta / <i>Malte</i>
Martha Leticia Sosa Govea	Mexico / <i>Mexique</i>
<b>Valeriu Ghiletschi</b>	Moldova
<b>Bernard Marquet</b>	Monaco
<b>Pieter Omtzigt</b>	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>
Karin S. Woldseth	Norway / <i>Norvège</i>
Dariusz Lipiński	Poland / <i>Pologne</i>
<b>Maria de Belém Roseira</b>	Portugal
Cezar Florin Preda	Romania / <i>Roumanie</i>
<b>Sorin-Constantin Lazăr</b>	Romania / <i>Roumanie</i>
Marco Gatti	San Marino / <i>Saint-Marin</i>
<b>Elvira Kovács</b>	Serbia / <i>Serbie</i>
<b>Tatiana Rosová</b>	Slovak Republic / <i>République slovaque</i>
Zmago Jelinčič Plemeniti	Slovenia / <i>Slovénie</i>
Agustín Conde Bajén	Spain / <i>Espagne</i>
<b>Carina Ohlsson</b>	Sweden / <i>Suède</i>
Doris Fiala	Switzerland / <i>Suisse</i>
Viktor Shemchuk	Ukraine
<b>Michael Connarty</b>	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>
Henriette Martinez	Parliamentary Assembly of Francophonie (APF) / <i>Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</i>

**Also present / *Egalement présent***

Mr / M. FALZON, Malta / *Malte*

**Special Guests / *Invités spéciaux***

Ms / Mme de BOER-BUQUICCHIO, Deputy Secretary General of the Council of Europe / *Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe*

Ms / Mme MALLA M'JID, United Nations Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography / *Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*

**Delegation Secretaries / *Secrétaires de délégation***

Mr / M. FJELDSTED, Iceland / *Islande*

Ms / Mme KOTSI, Greece / *Grèce*

Ms / Mme KUCHARSKA-LESZCZYNSKA, Poland / *Pologne*

Ms / Mme LANGENHAECK, Belgium / *Belgique*

Ms / Mme LÓPEZ, Mexico / *Mexique*

Ms / Mme MARANGOÛ-d'AVERNAS, Cyprus / *Chypre*

Ms / Mme MILHEIRIÇO, Portugal

Ms / Mme ÖSTLUND, Sweden / *Suède*

Mr / M. ŠRIBAR, Croatia / *Croatie*

Mr / M. TANASE, Romania / *Roumanie*

Mr / M. TODOROVSKI, "The former Yugoslav Republic of Macedonia" / *"L'ex-République yougoslave de Macédoine"*

**Permanent Representatives / *Représentants permanents***

Ms / Mme DJAMIĆ, Croatia / *Croatie*

Mr / M. ERMAKOV Russian Federation / *Fédération de Russie*

Ms / Mme MARIN Roumanie / *Roumanie*

Mr / M. MINTAS, Croatia / *Croatie*

Ms / Mme PAZUMKOVA, Ukraine

**Observers / *Observateurs***

Mr / M. BARBOSA, Mexico / *Mexique*

Ms / Mme DÍAZ DELGADO, Mexico / *Mexique*

Ms / Mme GONZALEZ, Mexico / *Mexique*

**Non Governmental Organisations (NGO) / *Organisations non-gouvernementales (ONG)***

Ms / Mme ADAMS, Flying Bridges

Ms / Mme DOURNENBAL, IAW

Ms / Mme BEISLER, Flying Bridges

Mr / M. HILAIRE, INGO

**Council of Europe / *Conseil de l'Europe***

Ms / Mme BERJAN, Programme Officer, "Building a Europe for and with children"

Ms / Mme JENSDOTTIR, Head of Children's Rights Division / *Chef de la division des politiques des droits de l'enfant*

Ms / Mme LEVAMO, Children's Rights Division / *Division des politiques des droits de l'enfant*

Mr / M. MARCHENKOV, Congress of Local and Regional Authorities / *Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux*

Ms / Mme MORENO, Secretary General's Private Office / *Cabinet du Secrétaire Général*

**Secretariat of the Assembly / *Secrétariat de l'Assemblée***

Mr / M. SAWICKI, Secretary General / *Secrétaire Général*

Mr / M. MARTINS, Director General / *Directeur général*

Ms / Mme BARGELLINI, Communication Division / *Division de la Communication*

Mr / M. NEVILLE, Head of Department / *Chef de Département*

**Social, Health and Family Affairs Committee / *Commission des questions sociales, de la santé et de la famille***

Ms / Mme KLEINSORGE, Head of the Secretariat / *Chef du Secrétariat*

Ms / Mme LAMBRECHT-FEIGL, Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme GARABAGIU, Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme DEVAUX, Project manager "Parliaments united in combating sexual violence against children" / *Chargée de projet « Les parlements unis pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants »*

Ms / Mme BARTHEL, Principal Assistant / *Assistante principale*

Ms / Mme STEMP, Assistant / *Assistante*

Ms / Mme FARGES, Projet Assistant "Parliaments united in combating sexual violence against children" / *Assistante de projet « Les parlements unis pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants »*